

Non aux attaques contre l'enseignement supérieur ! Étudiant-e-s, BIATSS, Enseignant-e-s Chercheur-e-s, avec ou sans papier : SOLIDARITÉ !

Toutes et tous dans la rue le 16 Octobre !

NOUS SOMMES TOU-TE-S CONCERNE-E-S

Le gouvernement multiplie les attaques contre l'Enseignement Supérieur et la Recherche déjà lancées par tous ceux qui l'ont précédé. Et les pathétiques hausses budgétaires dont la secrétaire d'état Fioraso se réjouit ne sont que de véritables farces ! 0,1% de « hausse » alors que les effectifs sont croissants, et qu'on s'attend même cette année, à une très forte augmentation... Les impacts de cette politique d'austérité appliquée à l'Enseignement Supérieur sont multiples et touchent non seulement la recherche publique mais aussi toute la communauté universitaire.

**Cette politique engendre la précarité :
étudiant-e-s, personnels BIATSS, enseignant-e-s chercheur-se-s, toutes et tous concerné-e-s !**

LES ÉTUDIANT-E-S subissent de plein fouet le manque de moyens, la place manque dans les cours (CM et TD surchargés), d'un côté de **nombreuses heures supplémentaires sont imposées** aux enseignants-chercheurs, de l'autre de plus en plus de filières sont supprimées. Ceci permet aux présidentEs d'universités de proposer dans une logique prétendument « méritocratique », que **les lycéen-ne-s issu-e-s des filières technologiques et professionnelles ne soient plus acceptés de droit à la fac**. Par exemple à Paul Sabatier, il y a quelques semaines, la direction réunissait des étudiant-e-s issus de ces filières en leur « proposant » une réorientation. En réalité, **ce sont les filles et fils de pauvres qui sont visés** car ce sont elles et eux qui remplissent majoritairement les bancs de ces bacs. D'autre part **les frais d'inscriptions continuent d'augmenter**, par exemple à Science Po Toulouse. La situation est de plus en plus difficile pour les plus précaires, qui doivent payer davantage pour leur entrée à l'université, donc **travailler plus et étudier moins** (plus de la moitié des étudiant-e-s doivent travailler pour payer leurs études !).
En réalité toute cette politique accroît la précarité et la sélection sociale à l'université.

LES PERSONNELS BIATSS subissent eux aussi de plein fouet cette politique désastreuse au travers d'une succession de réformes qui leur imposent une **multiplication des procédures administratives**, une **complexification et une intensification des tâches**, alors que **les rémunérations baissent** faute de revalorisation (gel du point d'indice jusqu'en 2017). Les bas salaires (catégorie C, titulaires et ANT), majoritaires chez les Biatss, **passent en dessous du Smic**, et seul le saupoudrage de quelques primes indemnitaires cachent cette misère. Les **dépôts à la retraite ne sont plus remplacés** et dans certains services le manque de personnel pèse au point que les syndicats au plus près des agents constatent une **augmentation signifiante des cas de mal-être au travail** (épouement professionnel, harcèlement...). Et ne parlons pas des carrières qui stagnent faute de création de postes de la réduction des concours et des possibilités de promotions ! Quant aux ANT, c'est bien une précarité organisée à laquelle ils ont droit (pas de régime indemnitaire, pas de progression de carrière...).

Nous assistons à une **véritable paupérisation des catégories les plus basses de l'Enseignement supérieur**. Pour compléter, il faut ajouter à ce panorama sur la **précarisation des salariés**, les choix budgétaires du gouvernement en matière de protection sociale. Les ressources affectées au financement de la protection sociale sont insuffisantes. Cela s'explique avant tout par **le niveau trop bas des salaires**, celui du chômage et le développement massif des exonérations de cotisations sociales qui conduit à l'explosion des déficits et sert à justifier les reculs : **baisse du taux de remboursement des dépenses de soins**, pression sur l'hôpital public, recul du niveau des retraites, des prestations familiales... Pour le sociologue Robert Castel, pourtant, « *la sécurité sociale est une condition nécessaire pour faire société ensemble, un facteur absolument essentiel de la cohésion sociale* ».

Les enseignant-e-s chercheur-se-s titulaires ou non s'en prennent aussi plein la face. Alors que 6 milliards d'euros sont donnés aux patrons pour accroître leurs profits via le crédit impôt recherche, le budget de la recherche publique est de nouveau en baisse en 2015. En septembre 2014, est passé un décret attaquant le statut des enseignant-e-s chercheur-se-s, dans la droite ligne du gouvernement de Sarkozy ! Une pression de plus en plus intense s'exerce sur eux pour travailler activement avec le secteur privé, c'est-à-dire pour les patrons, au détriment de la recherche fondamentale. Les conditions d'enseignement, enfin, ont également empiré. En plus des cours surchargés, la précarité se développe, les directions des facs ne s'opposent pas aux coupes budgétaires et embauchent de nombreux vacataires (dans la recherche également). Ceux-ci ont un certain nombre d'heures à assurer tout en étant payés une fois tous les 6 mois, et sont renouvelés jusqu'à... ce que l'université les expulse. Par exemple à l'université du Mirail, les vacataires représentent plus de 30% des effectifs d'enseignement et de recherche.

Alors faisons corps ! Défendons ensemble une autre idée de la société !

NOUS REFUSONS CETTE POLITIQUE DÉLÉTÈRE ET NOUS REVENDIQUONS :

- **L'investissement massif de l'Etat** dans l'enseignement supérieur et **le droit de regard des salariés et des étudiant-e-s** sur l'utilisation des sommes allouées.
- **De l'argent pour la recherche publique** pas pour les patrons : **stop au Crédit Impôt Recherche !**
- La fin des regroupements technocratiques (COMUE) !
- **La titularisation de tous les précaires** et la revalorisation des avancements pour en finir avec les salaires de misère des catégories C.
- **L'arrêt des attaques contre le statut des enseignant-e-s chercheur-se-s** et la suppression du décret de septembre 2014.

Le surtravail touche tout le monde, il n'y a pas d'emplois redondants ! Nous exigeons le maintien de tous les postes dans les universités de Toulouse. Non à l'externalisation des services, réintégration de tous les salariés dans l'université : **LA SOUS-TRAITANCE, C'EST LA PRÉCARITÉ !**

FINISSONS-EN AVEC **LES DISCRIMINATIONS ET LES INÉGALITÉS DE TRAITEMENTS** ENTRE FEMMES ET HOMMES !

- Nous, étudiant-e-s, nous sommes des travailleur-se-s en formation, nous réclamons **une extension des bourses** dès aujourd'hui, et **un salaire socialisé** le plus tôt possible !
- **Non à toute forme de sélection**, la méritocratie est une farce !
- **Non aux suppressions de filières et de cours**, finissons-en avec les TD et amphis surchargés !
- **Régularisations de tous les sans papiers étudiant-e-s et travailleurs-ses** toutes catégories confondues !

OUI À L'INSTAURATION D'UNE VÉRITABLE DÉMOCRATIE UNIVERSITAIRE !

POUR UNE UNIVERSITÉ PUBLIQUE, GRATUITE ET ÉMANCIPATRICE !

FACS FERMÉES AUX INTÉRÊTS PRIVÉS, FACS OUVERTES AUX ENFANTS D'OUVRIERS !

RDV **le jeudi 16 Octobre à 9h** devant le café Le Cactus, place Arnaud Bernard (Ligne B, métro Arnaud Bernard), pour un cortège unitaire des étudiants et personnels des universités toulousaines, pour **manifester et résister à cette politique et ces attaques contre nos universités !**



Sud éducation
Le Mirail - Jean Jaurès



FERC SUP CGT
Toulouse II
Jean Jaurès

Solidaires
étudiant-e-s
syndicats de luttes

Solidaires étudiant-e-s
Toulouse le Mirail